



Par Anouar Chennoufi, correspondant de MCE au Maghreb

L'intégration économique dans les pays du Maghreb se trouve confrontée aux problèmes auxquels la région fait face malgré son énorme potentiel.

EFFORTS IMPORTANTS... MAIS INSUFFISANTS !

La création d'emplois et l'accélération de la croissance économique figurent parmi les priorités des programmes de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie. Il est évident que chaque pays peut prendre lui-même des mesures importantes, mais il est essentiel d'adopter une nouvelle approche, axée sur une intégration régionale plus poussée, pour accroître rapidement la prospérité dans l'ensemble de la région.

Nul ne peut douter que les pays du Maghreb ont accompli des progrès importants au cours des 20 dernières années. La stabilité financière et économique a été établie dans les années 80 et 90 grâce à des réformes appuyées par le FMI. La stabilité macroéconomique a été maintenue ces dernières années, avec pour conséquences, une croissance économique et des progrès dans la lutte contre la pauvreté. Notons que pour la Tunisie le Boom économique et industriel avait commencé dès le début des années 70.

TROPS DE QUESTIONS... SANS REPONSES !

Mais, dans l'ensemble de la région, la croissance économique reste inférieure à son potentiel, le chômage bien trop élevé et la pauvreté répandue. Il semble donc qu'il existe des obstacles

importants au développement économique qui doivent être éliminés.

- Quels sont ces obstacles et que peuvent faire les gouvernements face à ces contraintes ?

- Que peuvent faire aussi les bailleurs de fonds et l'Union Européenne pour une région qui les intéresse de trop près ?

- Quand la méfiance entre les pays du Maghreb et particulièrement entre les pays de l'UNION DU MAGHREB ARABE laissera-t-elle place à une coopération saine et confiante ?

Les économies de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie partagent de nombreuses caractéristiques. Dans ces trois pays, l'agriculture est importante, l'État domine l'économie à des degrés divers et le régime du commerce extérieur est en général assez restrictif, en dépit d'une plus grande ouverture sur l'Union européenne. La différence structurelle la plus importante est que l'Algérie est avant tout un pays exportateur de pétrole, tandis que le Maroc et la Tunisie ont une économie plus diversifiée.

UN GOUFFRE QUI S'ÉLARGIT PAR LA LENTEUR ...

Le FMI est d'avis que la lenteur de l'ouverture des économies du Maghreb aux échanges et aux investissements internationaux constitue un obstacle important à l'accélération de la croissance et à la réduction du chômage. Les pays du Maghreb représentent des marchés relativement petits et fragmentés, dont la meilleure chance de développement se situe dans l'ouverture et l'intégration. Dans la pratique, leur régime de commerce restrictif et leur lourde réglementation de l'investissement découragent l'investissement privé intérieur et limitent l'investissement direct étranger, en dehors du secteur des hydrocarbures.

Les pays de la région sont conscients des avantages que procurerait une plus grande ouverture de leur économie. Ils ont conclu des accords d'association avec l'Union européenne et des accords commerciaux entre eux. Mais, à l'heure actuelle, ces accords ne sont pas pleinement exploités. Les échanges bilatéraux

entre les trois pays ne représentent qu'une fraction minime (moins de 2 %) des échanges totaux de chaque pays et restent bien en deçà de leur potentiel. Par ailleurs, leurs marchés fragmentés encouragent les investisseurs européens et les autres investisseurs étrangers à opérer en Europe pour profiter d'économies d'échelle et exporter vers chaque pays en profitant des accords bilatéraux séparés avec l'Europe.

Une intégration économique régionale plus poussée présenterait des avantages importants. Elle créerait un marché régional de plus de 85 millions de consommateurs, similaire par la taille de sa population à bon nombre de grands pays commerciaux. Elle entraînerait des gains en rapport et rendrait la région plus attrayante pour les investisseurs étrangers. Et, surtout, les structures économiques complémentaires des pays du Maghreb créeraient des possibilités d'échanges qui bénéficieraient à tous les pays de la région.

REFORMES ET ALIGNEMENT OBLIGENT...

Pour tirer plus grand parti du potentiel des accords d'association avec l'Union européenne et du Nouveau voisinage de l'Europe élargie, il est dans l'intérêt des pays du Maghreb de faciliter les échanges entre eux ainsi qu'avec l'Union européenne. Ces pays devraient mettre en place les institutions qui sont nécessaires pour atteindre des objectifs communs et partager les meilleures pratiques, notamment dans la réforme bancaire, la réforme fiscale et la libéralisation des mouvements de capitaux. À cet effet, il est nécessaire de redoubler d'efforts pour coordonner les réformes économiques, institutionnelles et juridiques au sein de la région, par exemple en renforçant le secrétariat de l'Union du Maghreb arabe et ses mécanismes de coopération régionale. Par ailleurs, le Nouveau voisinage de l'Europe élargie offre un moyen d'harmoniser les institutions et les cadres juridiques des pays du Maghreb avec les normes européennes.

Le dialogue entre les pays du Maghreb devrait être plus poussé, plus serein et plus constructif,

pour les aider à tirer parti de leurs expériences mutuelles. Ceci devrait les aider à faire avancer les réformes économiques qui sont importantes pour la région et les aider à appliquer l'initiative du Nouveau voisinage de l'Europe élargie.

Le FMI intègre de plus en plus une perspective régionale dans ses activités et il examine fréquemment les questions régionales. Afin de promouvoir l'examen de l'intégration au sein de la région, il compte organiser un séminaire régional sur la facilitation des échanges dans les pays du Maghreb à Alger en novembre 2005.

Le Maghreb a l'occasion d'être un pionnier pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ainsi que les autres pays en développement. Peu de pays ont connu la réussite sans s'ouvrir à l'extérieur et ils sont encore moins nombreux à avoir réalisé une croissance soutenue sans établir des relations solides avec leurs voisins en matière de commerce et d'investissement.

LE BILAN DE L'INDUSTRIALISATION MAGHREBINE

Personne ne peut douter de la richesse de la gamme industrielle Maghrébine, que nous pouvons classer comme suit :

Les industries extractives et la valorisation des exportations

Les pays du Maghreb recèlent d'importantes riches minières dont ils cherchent à tirer un profit maximum en les <<valorisant>> sur place: phosphates dans les trois pays; hydrocarbures et minerai de fer en Algérie

a . Les phosphates et leur valorisation

Cas du Maroc

Le Maroc est traditionnellement un important producteur de phosphates (3e rang mondial avec 20 millions de tonnes) et surtout le premier exportateur.

Deux grands ports phosphatiers écoulaient l'essentiel de la production: Casablanca pour le gisement de Khouribga et Safi pour le gisement de Youssoufia.

Depuis quelques années, le Maroc entend valoriser sa produc-

tion (objectif: 30%) et créer une industrie chimique (transformation en produits semi-élaborés, production d'acide phosphorique et fabrication d'engrais: projets Maroc-chimie et Maroc-phosphore).

Le Chimie et Maroc-phosphore). Le port de Safi est déjà devenu un port industriel, mais la pièce essentielle du dispositif est constitué par le pôle de développement de Jorf Lasfar dont l'équipement est achevé et qui doit devenir un grand centre de production chimique (outre les installations portuaires une zone industrielle de 160 hectares est équipée).

Cas de la Tunisie

La Tunisie a suivi une évolution comparable. Les phosphates de Gafsa étaient autrefois exportés en l'état par le port de Sfax, après un très léger enrichissement. Mais Sfax ne joue plus qu'un rôle secondaire depuis la récente promotion de Gabès. Ce pôle est relié par une nouvelle voie ferrée au gisement de Gafsa, il valorise la production locale et a développé une puissante filière chimique (4 500 emplois) avec la production d'engrais phosphatés et surtout d'acide phosphorique. Désormais la Tunisie qui extrait environ 5 millions de tonnes/an transforme sur son sol plus de phosphates qu'elle n'en exporte bruts

Cas de l'Algérie

L'Algérie est un petit producteur de phosphates (1 million de tonnes au Jebel Onck). Le minerai est transformé au port d'Annaba notamment en engrais phosphatés destinés essentiellement au marché intérieur. Le traitement du phosphate algérien correspond davantage à la stratégie des industries industrialisantes qu'au schéma de valorisation des exportations.

b. Les hydrocarbures

L'Algérie est le seul exportateur, la Tunisie est un petit producteur qui couvre ses besoins intérieurs. Le tableau des hydrocarbures algériens peut être dressé de la façon suivante:

Les gisements de pétrole se localisent au Sahara à Hassi Mes-saoud et In Aménas-Edjeleh. La production (y compris les

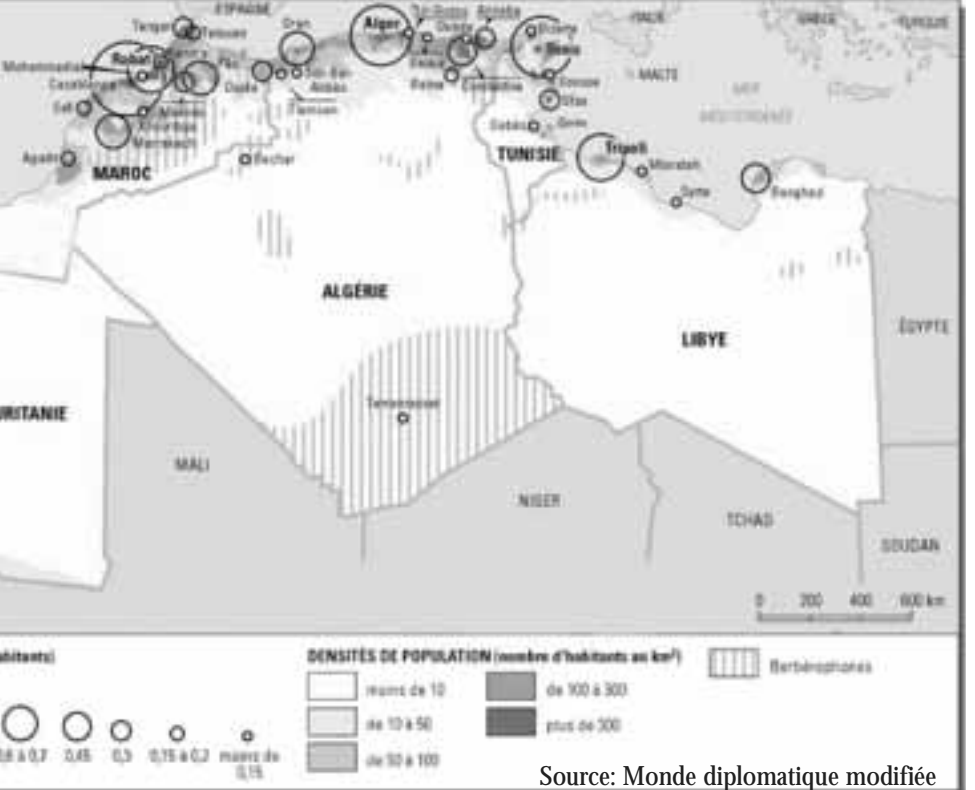
condensats) se situe entre 50 et 55 millions de tonnes (56 en 1994). Le pétrole est léger, d'excellente qualité. L'Algérie exporte de moins en moins de pétrole brut. Elle cherche à le transformer et à le raffiner sur place. Les réserves sont limitées: une vingtaine d'années d'exploitation soit 900 millions de tonnes.

Le gaz est exploité à Hassi R'Mel. La production annuelle autour de 56 milliards de m³ (1994). Les réserves sont actuellement estimées à 3 700 millions de tonnes d'équivalent pétrole ou 4 000 milliards de m³

Un réseau de canalisations de 9 000 km composé de 6 gazoducs et 6 oléoducs d'une capacité de transport de 61 milliards de m³/an de gaz naturel et de 92 milz naturel et de 92 millions de tonnes/an de pétrole brut ou GPL acheminement les hydrocarbures vers les pôles de développement littoraux ou les ports exportateurs

La commercialisation a beaucoup évolué. On enregistre une progression sensible de la consommation interne: 8 millions de tonnes pour le pétrole et 18 milliards de m³ de gaz. Dans le bilan énergétique interne le gaz l'emporte désormais sur le pétrole. Toutefois une très grande partie des hydrocarbures est dirigé sur le marché international: ils assurent 98% des recettes d'exportation.

Si l'exportation du pétrole et des produits raffinés ne pose pas de problème, il n'en est pas de même pour le gaz, domaine dans lequel la stratégie du pays a beaucoup évolué. L'Algérie avait un grand projet d'exportation de gaz liquéfié vers les États-Unis. Elle a mis en place d'énormes



Source: Monde diplomatique modifiée

infrastructures de liquéfaction (40 milliards de m³ installés). Elle a constitué une flotte de 5 super méthaniers de 125 000 m³. Tout ceci est surdimensionné car les perspectives de contrat avec les États Unis n'ont connu aucune réalisation. Le pays n'exporte guère plus de 14 milliards de m³ de gaz liquéfié essentiellement vers la France. L'Algérie a rencontré de grandes difficultés pour imposer un prix rémunérateur. Actuellement le marché européen est le débouché essentiel ce qui permet d'envisager une livraison par gazoduc. Le gazoduc méditerranéen (Transmed), vers l'Italie par le détroit de Messine fonctionne depuis 1984 (capacité 18 milliards de m³). Il vient d'être doublé. Les exportations totales sous forme liquéfié ou gazeuse ont été de 30 milliards de m³ en 1994. Sur ce total 10 milliards ont été dirigés vers la France.

L'Algérie a signé de nouveaux accords avec un certain nombre de pays européens: Yougoslavie (20 milliards de m³ en 20 ans), Grèce (12 milliards sur 21 ans), Angleterre (200 millions de m³/an), Turquie (40 milliards de m³ sur 20 ans). Un grand projet avec la Libye (90 milliards de m³ en 25 ans qui nécessitera la construction d'un nouveau gazoduc de 400 km: le transmaghrébin dont la capacité sera de 3,5 milliards de m³/an. Le gaz devrait permettre d'alimenter en

Libye une usine d'aluminium. Enfin, tout dernièrement, l'amélioration des relations algéro-marocaines que laissait entrevoir la signature de l'UMA permet la réalisation d'un vieux projet: la construction d'un gazoduc vers l'Espagne en passant par le Maroc. Le gazoduc reliera Hassi R'Mel à Tanger en passant par Taza, Fès, Meknès. Il devrait, après 1995, traverser le détroit de Gibraltar et se poursuivre jusqu'à Séville. Il alimentera l'Espagne et le Portugal et sera connecté au réseau européen. L'objectif dans un premier temps serait de parvenir à des exportations annuelles de 10 milliards de m³ qui pourraient être doublées par la suite.

Au total, le volume de pétrole extrait depuis les débuts de l'exploitation est de 900 millions de tonnes; les réserves sont actuellement de 900 millions de tonnes. Le pays a donc prélevé la moitié de ses richesses pétrolières. Il faut donc pour l'avenir miser essentiellement sur le gaz et penser à l'après-pétrole.

c. industries manufacturières

En ce qui concerne les industries manufacturières, seuls la Tunisie et le Maroc avaient opté pour cette diversification depuis plus d'un quart de siècle. Ceci place donc la Tunisie en tête de peloton.